

Interview « Les agriculteurs refusent le misérabilisme »

Pour avoir leur mot à dire face aux défis de la mondialisation, des organisations de différents pays d'Afrique de l'Ouest mettent aujourd'hui sur pied un véritable mouvement paysan : le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Ibrahim Coulibaly est chargé des relations extérieures à l'AOPP, l'Association des organisations professionnelles paysannes au Mali. C'est en tant que membre du comité exécutif du ROPPA qu'il s'est exprimé pour Défis Sud.

Un entretien avec Ibrahim Coulibaly
Membre du comité exécutif du ROPPA

DS Pour vous, où se situe l'intérêt du ROPPA ?

► **Ibrahim Coulibaly** : Le ROPPA est l'aboutissement d'un processus. La première tentative de regrouper des organisations paysannes en Afrique remonte à 1996, lorsque des organisations paysannes de différents pays, notamment du Sahel, se sont retrouvées à Cotonou pour créer ce qu'on appelle la plate-forme des organisations paysannes du Sahel. Cette structure avait été mise en place un peu prématurément dans la mesure où, dans beaucoup de pays, il n'existait pas de plate-forme vraiment forte et réellement représentative des organisations de base dans ces pays. La plate-forme n'a donc pas pu répondre aux attentes ni permettre une synergie des organisations paysannes des différents pays de la zone. Entre 1996 et 2000, les organisations paysannes des différents pays étaient déjà très actives et lorsque l'idée de se regrouper est revenue sur la table, il existait des organisations représentatives dans beaucoup de pays de la sous-région, bien au-delà du cadre des pays du Sahel. Et les États de la sous-région s'étaient engagés dans un processus d'intégration qu'on appelle l'UEMOA, l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest. Cette union regroupe 8 pays ayant la même monnaie et voulait se doter d'instruments de gestion et d'une politique agricole. En fait, tout ce qui crée une union véritable d'États. Les organisations paysannes de ces différents pays qui ne pouvaient qu'être affectés par ces politiques, se devaient d'avoir leur mot à dire, notamment au niveau de la politique agricole. Voilà pourquoi, depuis longtemps, les organisations paysannes travaillaient à un processus de synergie des relations. En 2000, les organisations paysannes se sont retrouvées à Ouagadougou et le

ROPPA est né. Le ROPPA est une structure qui a permis aux organisations paysannes de participer à l'élaboration de la politique agricole commune des pays de l'UEMOA.

DS Et vous êtes entendus, respectés ? Vous êtes considérés comme des partenaires ?

► **IC** : Je dirais qu'aujourd'hui toutes les structures sous-régionales d'intégration, que ce soit l'UEMOA et même la CEDEAO⁽¹⁾, considèrent le ROPPA comme la structure représentative des paysans dans la sous-région et comme un interlocuteur avec lequel il faut travailler.

DS Grâce à quoi sont-ils mis face à cette évidence ?

► **IC** : Je dirais que c'est grâce aux différentes réflexions qui ont été développées d'abord dans les pays et ensuite au cours de l'élaboration de la politique agricole. A cette occasion, le ROPPA a eu une participation de très grande qualité parce qu'il a permis que s'expriment les préoccupations des agriculteurs par rapport à une politique agricole, ce qui était une nouveauté dans la zone. Cela a renforcé considérablement le crédit du ROPPA.

DS Concrètement, quelles étaient ces préoccupations ?

► **IC** : D'abord, la prise en compte de la réalité des agricultures paysannes dans nos pays. Quel est l'objectif prioritaire que nous devons poursuivre >



Ibrahim Coulibaly défend la construction d'un véritable mouvement paysan en Afrique de l'Ouest.

(1) Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

C'est quoi le NEPAD ?

Ces dernières années, le Président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, le Président Olusegun Obasanjo du Nigeria et le Président Abdel Aziz Bouteflika d'Algérie avaient proposé le Millennium African Plan (MAP) pendant que le Président Abdoulaye Wade du Sénégal proposait le plan OMEGA. En 2001, les deux plans fusionnèrent en un plan unique : la Nouvelle Initiative Africaine (NIA) qui sera plus tard baptisée Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), abréviation de l'anglais New Partnership for African Development. Le Sommet des Chefs d'États africains de Lusaka en 2001 adopta la Nouvelle Initiative Africaine et élargit la direction politique à dix autres Chefs d'État. Selon ses concepteurs, le NEPAD « a pour ultime objectif de combler le retard qui sépare l'Afrique des pays développés. Il ne s'agit donc pas seulement de financer des projets tous azimuts. L'Afrique, en effet, considère qu'elle est dans la globalisation et non en marge de l'évolution du monde mais celui-ci l'a marginalisée au point qu'elle ne représente que 1,7% du commerce international, qu'elle est apparue comme le dernier des continents en termes de croissance et de développement et comme le continent le plus pauvre. »

» pour promouvoir le développement de l'agriculture dans nos pays ? Cela n'est pas clairement défini. Nulle part il n'est dit clairement que l'objectif prioritaire, ce sont les petites exploitations familiales qui ont toujours produit les biens dans nos pays et qui doivent être soutenues. Nous avons demandé que cette spécificité de notre agriculture soit prise en compte et considérée comme l'objectif prioritaire de toutes les actions de développement. Ensuite, nous nous sommes dit que, de plus en plus, nos États nous abandonnent face à la concurrence des agricultures subventionnées. Nous ne pouvons pas faire face.

Le riz produit au Sénégal ou au Mali est en compétition avec le riz venu des États-Unis, de Thaïlande ou d'Inde. Le coton africain est en compétition avec le coton européen et surtout américain, qui est largement subventionné. Nous sommes dans une situation où nos États ne sont pas en mesure de nous subventionner par manque de moyens. Ils manquent de ressources et doivent plutôt faire des ponctions sur les produits agricoles pour pouvoir vivre. Donc, pas question de subventionner l'agriculture. Mais nous nous trouvons en compétition avec des agricultures subventionnées. Nous ne pouvons pas tenir. Nous demandons un certain niveau de protection. Tous les pays du monde ont protégé leur agriculture pour se développer. On ne peut pas demander à l'Afrique de s'ouvrir alors que les autres pays se ferment de plus en plus. Nous n'avons plus accès aux marchés des pays du Nord. Donc, nous avons demandé à nos États de protéger notre agriculture. Ensuite, même si nous sommes d'accord avec nos États sur certaines choses, nous avons exprimé notre désaccord sur la question de la dépendance alimentaire. De plus en plus, l'Afrique se trouve dans une situation de dépendance alimentaire et nos habitudes alimentaires changent parce que toutes sortes de produits entrent dans nos pays, ce qui, à moyenne échéance, fera disparaître les productions locales.

DS Vous avez des exemples concrets ?

» IC : Dans mon pays, le blé progresse plus dans les habitudes alimentaires que toutes les autres céréales. Et le Mali n'est pas un cas particulier. Aucun pays de la sous-région ne produit de blé, ce qui est une aberration qui augmente notre dépendance. Nous sommes obligés d'importer ce blé étant donné que nous n'en produisons pas et d'en faire notre alimentation. Nous voulons aller au-delà de la sécurité alimentaire et poser la question de la souveraineté alimentaire. Il n'est pas imaginable qu'un pan entier d'un continent soit entièrement dépendant sur le plan alimentaire. C'est inacceptable. Nous avons les moyens de nous nourrir et nous pouvons le faire. Mais pour cela, il faudrait que nos États soient à l'écoute des petits producteurs à la base.

DS Qu'est-ce que vos États devraient obtenir face à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à l'Union européenne ?

» IC : Pour être franc, je pense que nos États ne peuvent pas obtenir grand-chose. Ma conviction personnelle, je dis bien personnelle, c'est qu'aucun chef d'État, en Afrique, n'est véritablement élu dans l'intérêt des Africains. Ce sont les puissances étrangères qui font élire ces chefs d'État. Donc, ils ne peuvent pas résister face à ces puissances et il est très peu probable que nos États s'engagent dans des politiques qui pourraient contrarier l'Union européenne ou les États-Unis. C'est à nous, société civile, de nous organiser et d'obliger nos États à nous écouter. Parce que nous sommes en train de mourir. Nos agricultures meurent simplement parce que nos responsables politiques sont inconscients des périls qu'ils font peser sur l'Afrique. D'où la nécessité de s'organiser dans des ensembles plus grands, comme le ROPPA. C'est le seul moyen de nous faire entendre à des niveaux élevés parce qu'on ne peut pas continuer à se battre chacun dans son pays, dans un monde ouvert auquel nous ne sommes pas préparés.

DS Que pensez-vous du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique également appelé NEPAD (voir en marge, la présentation du NEPAD) ?

» IC : Je pense que le NEPAD est peut-être le plus grand danger qui menace l'Afrique. En fait, le NEPAD qu'on est en train de mettre sur pied et qu'on essaie de présenter comme la trouvaille du siècle, s'inscrit dans le droit fil des politiques néolibérales initiées par la Banque mondiale, le FMI et toutes ces structures parallèles qui ont commencé à intervenir en Afrique. Ce sont exactement les mêmes idéaux avec, cette fois, un danger supplémentaire. Autrefois, nos États traitaient d'égal à égal avec les autres États sauf à la période coloniale où il est arrivé qu'un État en contrôle un autre. Actuellement, si un État n'est pas solvable, un autre État ne l'occupe pas pour autant et quand bien même cet État n'arriverait pas à payer sa dette, l'occupation n'est pas la solution. Mais cette fois, nos États veulent faire venir des capitaux privés, ce qui va changer la donne. C'est là, le danger. En introduisant des capitaux privés dans les pays où les paysans meurent de faim, nous risquons de perdre la terre. C'est le grand péril. En Afrique, nous avons cet avantage sur l'Amérique latine, la terre appartient à ceux qui la cultivent. Ce n'est pas comme au Brésil ou dans d'autres pays où environ 5% de la population détient 90% des terres. Le statut de la terre est plus égalitaire en Afrique. Le NEPAD risque de changer gravement cette situation. Les documents du NEPAD font l'impasse sur la question du statut de la terre. En Afrique, le seul bien dont on dispose encore, c'est la terre. Or, les capitaux privés n'investis-

► sent pas s'ils n'ont pas la propriété foncière et les paysans qui meurent de faim préféreront vendre leurs terres pour aller s'entasser dans les villes et augmenter la surpopulation, les risques, l'insécurité. Je pense que le NEPAD risque de nous entraîner dans une situation pire que celle que nous connaissons.

DS Est-ce que vraiment tous les paysans sont conscients de ça ?

► **IC** : Non, pas du tout. Mais les paysans font un important travail à la base. Les agriculteurs refusent le misérabilisme. Ils veulent vivre de leur travail. Mais pour cela, il faudrait que nous soyons dans une situation égalitaire et c'est loin d'être le cas. Les agriculteurs se groupent pour se rendre des services. Ils veulent obtenir un meilleur prix pour leur production, envoyer leurs enfants à l'école, se soigner quand ils sont malades et manger à leur faim. Aujourd'hui, ce combat se mène à la base. Et lorsqu'on est pris par des préoccupations aussi terre à terre, on ne se mobilise pas facilement pour d'autres causes.

Là intervient la structuration de la lutte, car, en se groupant, les organisations paysannes de base occupent le terrain des luttes politiques. Individuellement, on ne peut pas se battre sur des questions politiques, intervenir dans les Plans d'ajustement structurel. Pour être entendues et pour que les choses changent, les organisations paysannes s'associent, créent des fédérations et essaient d'aller au-delà des seules idées. Nous sommes dans un monde ouvert, nous ne sommes plus isolés nulle part, les pays sont ouverts et il est impossible de mener certaines luttes sans se regrouper. Finalement, nous ne sommes pas plus mal organisés que les pays développés et il ressort des contacts que nous avons eus avec des agriculteurs des pays du Nord que nous rencontrons des problèmes d'organisation similaires aux leurs. Simplement, la société civile des pays du Nord a eu le temps de se constituer depuis plusieurs décennies déjà, de devenir une force. Mais je suis persuadé que nous constituerons aussi une force dans quelques décennies.

DS Mais les problèmes des agriculteurs du Nord sont différents. C'est la lune et la terre. Ils redoutent de perdre leurs subventions et vous qui n'en recevez pas vous en demandez un peu.

► **IC** : Nous ne demandons pas de subventions parce que nous savons que nous n'en recevrons jamais. Mais nous sommes étonnés de constater que les problèmes de ces agriculteurs sont souvent identiques aux nôtres.

DS Comment cela ?

► **IC** : Il me semble que la baisse vertigineuse des prix des produits agricoles dans les pays du Nord ne correspond pas au souhait des agriculteurs de

ces pays. Ils aimeraient produire moins et vendre mieux, à des prix corrects. Ils ont été entraînés malgré eux dans l'engrenage d'une productivité qui a conduit à un effondrement des prix et contraint les États à s'engager sur le terrain des subventions, pour que l'agriculture ne disparaisse pas. Je suis convaincu que les subventions vont à l'encontre des intérêts de ces agriculteurs. Tant que les subventions demeureront, les prix continueront à chuter. Et cette course à la productivité, au suréquipement, va se poursuivre. C'est contraire à leur intérêt qui est de produire de la qualité, des produits fiables, pour pouvoir mieux vendre. Et en Afrique, nous n'avons aucun intérêt à nous lancer dans un processus de productivité. Nous devons atteindre notre souveraineté alimentaire. L'objectif des politiques agricoles communes des pays du Nord était aussi d'atteindre la sécurité alimentaire, pas de produire des surplus qui, aujourd'hui, tuent les agricultures dans les autres continents. Nous devons engager un processus qui nous permette de produire suffisamment pour manger, pour ne pas être dépendants sur le plan alimentaire. En outre, les agriculteurs européens se plaignent de l'OMC et des subventions.

L'Union européenne subventionne son agriculture, les États-Unis également, alors que tout le monde est persuadé que ce n'est pas la solution. Il faudrait s'arrêter et réfléchir. En Afrique, nous sommes victimes de ces subventions, plus qu'en Europe. Plus que jamais, on doit engager des réflexions qui tendront probablement à sortir l'agriculture de l'OMC. On ne peut pas continuer à jouer ainsi à l'apprenti sorcier en mettant l'alimentation des hommes sur le même pied que les autres productions. L'alimentation est le seul besoin essentiel de l'homme. L'agriculture ne doit pas aller sur d'autres terrains comme c'est le cas avec le bétail du vivant. Il ne faut pas faire du vivant une vulgaire marchandise comme toutes les marchandises.

DS Que répondez-vous aux gens qui vous disent que vous êtes protectionniste ?

► **IC** : Tout le monde est protectionniste. Ça ne me dérange pas qu'on me traite de protectionniste. Au contraire, j'en suis fier. Je serais fier que nos pays soient protectionnistes.

L'Union européenne et les États-Unis n'auraient jamais atteint leur niveau de développement actuel s'ils ne s'étaient pas protégés à un certain moment. Aujourd'hui, exiger que l'Afrique ne se protège pas revient à l'empêcher de se développer. C'est pourquoi je pense que la mondialisation et l'OMC sont des processus qui condamnent l'Afrique au sous-développement. ■

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Formellement fondé en juillet 2000 lors d'une rencontre à Cotonou (Bénin) qui a rassemblé une centaine de responsables paysans mandatés par leurs organisations, le ROPPA regroupe des organisations ou « cadres de concertation » de 10 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Cet ensemble n'est pas fermé et l'ambition, à moyen terme, est d'accueillir des organisations paysannes de l'ensemble des pays de la CEDEAO, qui représente l'Afrique de l'Ouest réelle. (...)

Le ROPPA doit impérativement pouvoir compter sur des organisations paysannes ou des « cadres de concertation nationaux » forts, capables de dialoguer avec leurs États respectifs. Sur ce plan, tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne: certains gouvernements permettent plus facilement que d'autres le jeu démocratique et la vie politique nécessaire au développement des organisations paysannes. Aussi, une des priorités du ROPPA pour les trois ans à venir est de renforcer, par le biais d'échanges, de voyages d'études et de rencontres, les organisations et cadres de concertation paysans dans les pays où ils sont encore faibles.

Propos recueillis par Pierre Coopman